

International

FORMER UN EXÉCUTIF À L'EXTRÊME DROITE : ANALYSE DE LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT CHILIEN

Maya Laurens, Jean Mendelson

16/02/2026

Le 11 mars 2026, José Antonio Kast prendra ses fonctions à la tête du Chili dans un contexte de crise. Le 20 janvier, il présentait un « gouvernement d'urgence », plaçant la sécurité au cœur de son projet présidentiel. Derrière l'affichage d'ouverture se dessine un exécutif à l'ancrage idéologique affirmé, structuré par les réseaux conservateurs et libéral-entrepreneuriaux. Maya Laurens, chargée de projet à la Fondation, et Jean Mendelson, ancien ambassadeur et ancien directeur des Archives diplomatiques au ministère des Affaires étrangères, reviennent sur la portée politique de cette composition gouvernementale.

Le 20 janvier 2026, José Antonio Kast annonçait la composition du gouvernement qui entrera en fonction lors de sa prise de pouvoir, le 11 mars prochain, dans un contexte marqué par des incendies majeurs dans le sud du pays¹. Ce climat anxiogène a contribué à renforcer la portée politique de l'annonce d'un « gouvernement d'urgence », notion que le président élu avait placée au cœur de sa campagne présidentielle, et qui se trouve ici réactivée dans un cadre discursif centré prioritairement sur la sécurité intérieure. Le président élu a ainsi précisé que cette annonce « n'est pas un acte de célébration ni d'autosatisfaction », soulignant que l'« urgence cesse d'être un concept pour devenir une tâche concrète et quotidienne ». Cette urgence est déclinée en quatre dimensions prioritaires : sécuritaire (crime organisé), économique (familles, travailleurs, PME), sociale (abandon et défiance) et institutionnelle (ordre, conduite de l'État et sens du devoir). La sécurité apparaît *de facto* comme la matrice des autres urgences.

Le futur président, qui appartient à l'extrême droite de l'échiquier politique², a annoncé une équipe de vingt-quatre ministres, dont dix-sept indépendants. L'âge moyen du cabinet est de 54 ans, avec une répartition de treize hommes et onze femmes, treize ministres originaires de Santiago et onze des régions. Sur le plan socioprofessionnel, si les avocats sont majoritaires, comme c'est souvent

le cas au Chili, ce gouvernement présente un profil fortement technocratique. Ce qui retient l'attention, c'est que ce cabinet est principalement issu du monde privé. Ces nominations peuvent être interprétées comme une tentative de projection d'une image d'ouverture et de non-sectarisme, au moins dans le registre discursif.

Ce recours massif aux indépendants, privilégié au détriment des appareils partisans, ne saurait toutefois être interprété comme la constitution d'un gouvernement strictement technique, s'agissant moins d'une technocratie d'État que d'un exécutif fortement perméable aux logiques entrepreneuriales et au secteur privé.

Dans cet ensemble hétérogène regroupé sous l'étiquette « indépendants », composé de personnalités dont, pour la plupart, l'engagement à l'extrême droite est par ailleurs connu, les profils apparaissent contrastés, les portefeuilles régaliens et stratégiques attirant une attention particulière. Fernando Barros, futur ministre de la Défense, fut le porte-parole de la défense de Pinochet lors de sa détention à Londres, en 2006³. Quant au ministère de la Justice, il revient à Fernando Rabat, qui assura sa défense juridique dans le cadre du scandale des fonds secrets détenus par l'ancien dictateur et sa famille à la banque Riggs⁴.

La nomination de María Trinidad Steiner⁵ à la tête du ministère de la Sécurité constitue l'une des traductions institutionnelles les plus nettes du projet présidentiel de José Antonio Kast, fondé sur la centralité de l'ordre public et de la sécurité intérieure. Innovation structurelle mise en place en janvier 2024 sous la présidence de Gabriel Boric (2022-2026), la création de ce portefeuille autonome, distinct du ministère de l'Intérieur, en fait un pilier central de l'architecture gouvernementale. Permettant d'isoler cette dominante sécuritaire, elle matérialise dans ce contexte l'élévation de la sécurité au rang de priorité structurante, conformément à la notion de « gouvernement d'urgence » mise en avant durant la campagne.

Ce choix confère au nouveau ministère une légitimité technico-juridique, tout en évitant une personnalisation excessive autour de figures issues directement des forces policières ou militaires, qui auraient été potentiellement plus clivantes sur les plans démocratique et symbolique. Dans ce cadre, le ministère de la Sécurité est appelé à jouer un rôle transversal, pesant sur l'action des autres portefeuilles, notamment en matière de politiques sociales, migratoires et territoriales.

Les relations extérieures sont, quant à elles, confiées à Francisco Pérez Mackenna, issu du monde entrepreneurial, dont le profil est proche de celui d'Alfredo Moreno sous Piñera I⁶. Cette nomination vise explicitement à réactiver les relations commerciales avec les États-Unis et à favoriser le

retour de l'investissement étranger, confirmant l'orientation pro-marché de l'exécutif. Dans le même registre, les portefeuilles économiques sont attribués à Jorge Quiroz (Trésor), Daniel Mas (Économie et Mines) et Tomás Rau (Travail et Prévoyance sociale). La fusion du ministère de l'Économie et du ministère des Mines est présentée comme un choix pragmatique, sans logique de « tronçonneuse » immédiate, même si cela n'exclut pas des réformes structurelles ultérieures⁷. Les autres portefeuilles complètent un exécutif marqué par la diversité des trajectoires : Claudio Alvarado (Intérieur, Union démocratique indépendante UDI), José García Ruminot (secrétariat général de la présidence, parti Rénovation nationale RN), Mara Sedini (secrétariat général du gouvernement, indépendante), María Paz Arzola (Éducation, indépendante), May Chomalí (Santé, indépendante), Iván Poduje (Logement et urbanisme), Jaime Campos (Agriculture, Parti radical), Ximena Rincón (Énergie, Parti des démocrates), Francisca Toledo (Environnement, indépendante), Natalia Duco (Sports, indépendante), Judith Marín (Femme et Égalité de genres, Parti social-chrétien), Francisco Undurraga, Culture, Parti Evópoli) et Ximena Lincolao (Science et technologie, indépendante).

Au-delà de cette diversité apparente, l'ensemble est néanmoins dominé par des personnalités identifiées pour leur ancrage idéologique à l'extrême droite, ce qui relativise la portée pluraliste de ces nominations. Le Parti républicain, présidé par José Antonio Kast, constitue la seule formation politique à disposer de deux ministres, affectés toutefois à des portefeuilles non régaliens : celui du Développement social et de la Famille, confié à une proche collaboratrice du futur président, et celui des Travaux publics. Cette représentation limitée peut être analysée comme une concession symbolique du président à sa base partisane plutôt que comme une véritable intégration de son parti au cœur du pouvoir exécutif.

Six autres partis ne sont représentés que par un seul ministre : le Parti radical (centre gauche), les Démocrates (les exclus de droite du vieux Parti démocrate-chrétien) – radicaux et démocrates-chrétiens avaient participé aux gouvernements Aylwin, Frei Ruiz-Tagle, Lagos et Bachelet I et II (entre 1990 et 2010 puis entre 2014 et 2018) –, Evópoli (centre-droit), le Parti social-chrétien (extrême droite évangélique) et surtout Rénovation nationale (RN) et Union démocratique indépendante (UDI). Les deux formations issues de la droite post-pinochetiste – dont l'émergence de Kast a contribué à redéfinir l'image publique en les repositionnant comme une droite institutionnelle plus modérée – sont les seules à disposer d'un ancrage militant structuré et d'un nombre significatif d'élus locaux. Elles se voient confier deux portefeuilles stratégiques : le ministère de l'Intérieur revient à Claudio Alvarado (UDI), ancien secrétaire général de la présidence sous Piñera II, tandis que le secrétariat général de la présidence est confié à José García Ruminot (RN), un ancien président du Sénat qui avait occupé plusieurs postes de « maire désigné » sous la dictature militaire. Ces deux figures constituent, au sein du comité politique, le principal pôle

d'expérience institutionnelle et de continuité avec la coalition Chile Vamos⁸.

La présence du Parti radical, formation historique du système partisan chilien, était plus inattendue. Longtemps acteur central de la vie politique nationale et seul parti chilien membre de l'Internationale socialiste jusqu'à la fin du XX^e siècle, ce parti apparaît aujourd'hui comme une structure largement marginalisée, marquée par une succession d'auto-dissolutions et de pseudo-reconstitutions⁹.

Car, comme souvent dans les phases de recomposition consécutives à l'accession au pouvoir d'une nouvelle force politique, on observe l'intégration de figures caractérisées par un opportunisme marqué et une souplesse idéologique souvent insoupçonnée. Le cas du ministre de l'Agriculture, Jaime Campos, est à cet égard révélateur : dirigeant radical et doyen de la nouvelle équipe gouvernementale, il avait déjà exercé cette même fonction sous la présidence de Ricardo Lagos (2000-2006). Il s'était également illustré, en tant que ministre de la Justice durant le second mandat de Michelle Bachelet (2010-2014), par son refus de signer le décret mettant fin au régime carcéral dérogatoire accordé de façon privilégiée aux condamnés pour crimes commis sous la dictature militaire, issus des Forces armées. Les instances dirigeantes de ce Parti radical résiduel ont finalement acté l'exclusion de Campos de leurs rangs, après quarante-huit heures de réflexion : ce parti de centre-gauche ne fera donc formellement pas partie du gouvernement de Kast (il convient par ailleurs de rappeler qu'une plainte pour corruption avait été déposée il y a sept ans à l'encontre de son futur ministre de l'Agriculture, émanant de José Antonio Kast lui-même).

Dans un mouvement comparable de repositionnement politique, on trouve une ancienne démocrate-chrétienne, Ximena Rincón, ex-secrétaire générale de la présidence sous Michelle Bachelet, puis présidente du Sénat. Son déplacement progressif vers des positions conservatrices avait conduit à son exclusion du vieux Parti démocrate-chrétien, avant la création de sa propre formation politique, Les Démocrates, en 2022.

Certaines nominations suscitent une attention particulière. Outre la désignation des deux anciens avocats de Pinochet – interprétée par les associations de victimes et les organisations de défense des droits humains comme un signal politique particulièrement clivant –, on relève la nomination au ministère des Sports de Natalia Duco, une ancienne athlète dont la carrière avait été définitivement interrompue en 2019 à la suite d'une exclusion pour dopage. Plus controversée encore apparaît la désignation de Judith Marín, ministre de la Femme et de l'Égalité de genres : figure active du débat sur la loi sur l'avortement de 2017, proche du mouvement évangélique Las Águilas de Jesús, elle est plus directement associée à la « guerre culturelle » promue par les partisans de Johannes Kaiser qu'aux classiques politiques publiques de genre¹⁰. Cette nomination

pourrait cristalliser les tensions idéologiques internes du cabinet.

Étroitement liée aux réseaux évangéliques les plus politisés et identifiée par son soutien à des positions prosionistes radicales, Judith Marín devra cohabiter au sein du gouvernement avec une ministre de la Santé, May Chomalí, médecin au profil technique et consensuel, dont le frère, le cardinal Chomalí Garib, archevêque de Santiago, est une figure majeure de la communauté palestinienne chilienne¹¹. Les convergences possibles sur certaines questions sociétales pourraient néanmoins atténuer ce clivage, révélant ainsi la complexité de l'équilibre politique recherché par l'administration Kast¹².

Sur le plan idéologique et programmatique, plusieurs membres du cabinet sont issus ou proches des principaux centres de formation intellectuelle de la droite et de l'extrême droite chiliennes, au premier rang desquels figure la Fondation Jaime Guzmán, dont est issue la future ministre du Développement social et de la Famille, María Jesús Wulf¹³. Cette fondation, dont Jaime Guzmán est le fondateur, historiquement liée à l'Union démocrate indépendante (UDI), s'inscrit ainsi dans une tradition conservatrice structurée, articulant libéralisme économique, subsidiarité de l'État et valeurs sociales conservatrices.

Un second pôle central est constitué par l'institut Libertad y Desarrollo [Liberté et Développement], centre d'études libéral-conservateur fondé en 1990 par des économistes et intellectuels proches du courant néolibéral chilien, et étroitement associé à des figures majeures de la droite issues de la dictature militaire. Les futurs ministres de l'Éducation, de l'Environnement et des Finances s'inscrivent clairement dans son orbite idéologique, fondée sur la primauté du marché, la liberté économique et une intervention publique qui se veut la plus limitée possible.

Enfin, la Fondation pour le progrès constitue un troisième réseau d'influence, distinct par son positionnement plus explicitement idéologique et polémique. Fondée et financée par l'entrepreneur Nicolás Ibáñez et présidée par l'idéologue libéral Axel Kaiser (frère de Johannes Kaiser, dirigeant du Parti national-libertarien), cette fondation s'est imposée comme un acteur central des débats de « guerre culturelle » au Chili, en opposition frontale aux politiques progressistes. La future ministre secrétaire générale du gouvernement, María Sadini, ancienne porte-parole de l'équipe de campagne de José Antonio Kast, est associée à ce *think tank*.

La liste des sous-secrétaires (l'équivalent approximatif des secrétaires d'État en France), rendue publique par Kast le 7 février dernier, confirme sans surprise les orientations qui se dégagent de la composition du gouvernement, avec une présence renforcée des personnalités formées par la Fondation Jaime Guzmán. Les militants des partis politiques sont rares : seulement huit sur

quarante. On note la présence, comme sous-secrétaire à la sécurité, d'un deuxième membre des Démocrates. Dans ce même ministère, a été nommé à la prévention une responsable du Parti national-libéral, démissionnaire de son parti, à la suite du refus du leader Johannes Kaiser de rejoindre au gouvernement les autres formations d'extrême droite. Pour les relations extérieures, la priorité accordée au commerce extérieur est confirmée par la nomination de la directrice générale de la chambre de commerce Chili/États-Unis, issue, comme son ministre, du monde des affaires¹⁴. Le nombre des sous-secrétaires « indépendants », ainsi que celui des anciens membres de l'équipe gouvernementale de Piñera, corrobore la volonté de Kast de donner à son équipe une image plus modérée que celle qui se dégageait de ses propres prises de position et de sa campagne électorale.

Le gouvernement Kast donne donc l'impression d'un exécutif fondé sur « l'urgence » sécuritaire, l'appel au « bon sens » et à l'unité nationale, davantage que sur une coalition idéologiquement cohérente – ou durable. Néanmoins, le cabinet repose bel et bien sur un socle idéologique homogène, structuré autour des réseaux conservateurs, libéraux et entrepreneuriaux.

1. Un climat qualifié par le président élu d'« heures difficiles » et d'« heures d'angoisse », voir « [El Presidente Electo presenta su Gabinete Presidencial](#) », diffusé sur la chaîne YouTube de José Antonio Kast, 21 janvier 2026.
2. Parmi les partis politiques chiliens, on classe à l'extrême droite le Parti républicain de José Antonio Kast et le Parti national libertarien (parti de Johannes Kaiser, arrivé quatrième au premier tour de l'élection présidentielle avec 14 % des suffrages), auxquels on peut ajouter le Parti social-chrétien (évangélique). L'émergence de cette extrême droite décomplexée a contribué à recentrer le parti pinochetiste UDI (Union démocratique indépendante, dont sont issus Kast et Kaiser) vers une droite en apparence moins extrémiste.
3. Venu à Londres en 1998 à titre privé, Pinochet (alors « sénateur à vie ») avait été arrêté à la demande de la justice espagnole, qui l'avait inculpé pour des crimes commis pendant sa dictature, notamment contre des ressortissants espagnols, et qui demandait son extradition. Après un an et demi de conflits juridiques et politiques, le gouvernement travailliste britannique avait estimé que l'état de santé de l'ancien dictateur ne lui permettrait pas d'affronter un procès ; Pinochet avait alors été renvoyé au Chili.
4. Dans le cadre d'une enquête sur le financement du terrorisme, un sous-comité du Sénat américain avait découvert en 2002 que Pinochet et sa famille avaient ouvert un grand nombre de comptes secrets auprès de la banque Riggs de Washington et y avaient déposé plusieurs millions de dollars provenant de détournements de fonds publics. Révélé par le *Washington Post* en 2004, ce scandale avait entraîné l'inculpation de Pinochet, de son épouse et d'un de leurs fils.
5. Cette procureure de la région septentrionale et frontalière s'est rendue célèbre par son action contre les réseaux criminels internationaux, en particulier le « Tren de Aragua » lié à l'immigration vénézuélienne.
6. Alfredo Moreno, ministre des Relations extérieures pendant le premier mandat de Piñera (2006-2010), est un homme d'affaires issu de l'ingénierie civile industrielle.
7. La « tronçonneuse » fait référence à la politique de réduction du périmètre d'intervention de l'État argentin par son président Javier Milei. À l'annonce de son premier cabinet, le président passait de dix-neuf à huit ministères.
8. Coalition des deux partis post-pinochetistes UDI et RN, et du centre-droit Evópoli ; sa candidate à la primaire commune à la droite et à l'extrême droite avait été largement battue par José Antonio Kast.
9. Une trajectoire assez comparable à celle du Parti radical et radical-socialiste en France.
10. Sebastián Dote, « [Las propuestas de Johannes Kaiser, el libertario que sacude la carrera presidencial en la derecha](#) », *El*

País, 11 novembre 2025.

11. Les Chiliens d'origine palestinienne constituent la plus importante communauté palestinienne hors du Proche-Orient. Ils influencent la politique du Chili sur la question palestinienne.
12. En décembre 2024, le cardinal Chomalí, archevêque de Santiago, avait eu un échange médiatisé avec la ministre de la Femme et de l'Égalité des genres, Antonia Orellana, une proche de Boric, à propos du report de l'examen du projet de loi sur l'avortement libre. Voir Florencia Ortiz, « *Orellana y dichos de Chomali por aborto : "las decisiones no se toman pensando en deseos de la iglesia"* », *Biobiochile*, 26 décembre 2024.
13. Fondée en hommage à Jaime Guzmán Errázuriz, idéologue et juriste majeur du régime militaire, principal inspirateur et rédacteur de la Constitution de 1980, assassiné en 1991 par des membres du Front patriotique Manuel Rodríguez.
14. L'autre sous-secrétaire, un diplomate expérimenté, sera « vice-chancelier » chargé surtout de la gestion du ministère.